

# Taxes, impôts, contributions, cotisations... et si on comptait ?

Quand un gouvernement est dirigé par un Premier ministre à tel point « ultra-libéral » qu'il trouve « très difficile de dire où il faut baisser les dépenses publiques », la facture ne peut que rester salée.

En France, personne ne sait précisément combien il existe de prélèvements et autres redevances, si bien que la Cour des comptes aimerait que l'on compte combien il y a de couches dans ce mille-feuille.

Renversant, n'est-ce pas, cher contribuable ?

Le système fiscal français est en effet farci de micro-taxes au rendement si dérisoire qu'elles en sont parfois « absurdes », pour reprendre le qualificatif employé par la Cour.

Le gouvernement en a certes déjà supprimé quelques-unes, mais le mille-feuille fiscal est truffé de grumeaux qui rapportent moins de 150 M€, par an.

Laurent Wauquiez veut comme toujours le beurre et l'argent du beurre

Il n'y a pas que Gérald Darmanin qui s'est prononcé en faveur d'une baisse des impôts. C'est également le cas des Républicains, et en particulier de Laurent Wauquiez. Le 14 mars, il délivrait un « message fort » dans Le Figaro.

Laurent Wauquiez, c'est une sorte de monsieur Jourdain version République macronienne : il fait du « en même temps » sans le savoir. Je m'explique.

Comme le résume Le Figaro, trois sujets figurent au coeur des propositions du président des Républicains dans le cadre du Grand débat : « baisse des impôts, valorisation du travail et amélioration de la condition des retraités. »

Or, comme le relève le journaliste de L'Opinion Rémi Godeau, on attend toujours de savoir comment l'énarque va s'y prendre pour baisser les impôts tout en améliorant la condition des retraités les mieux lotis d'Europe dont les revenus proviennent des prélèvements de ceux qui sont en activité.

En creusant encore un peu le déficit budgétaire, peut-être ?

Parfois, Bruno Le Maire veut baisser les impôts (mais le plus souvent, c'est le contraire)

Du côté du ministère de l'Economie et des Finances, dépourvu de toute colonne vertébrale idéologique, on semble ouvert à toutes les propositions pour renflouer les caisses.

Il est vrai que Bruno Le Maire aime se faire passer pour un libéral usant de la fiscalité avec parcimonie, mais dès qu'il s'agit d'entrer dans le vif du sujet, on le sent tout de suite moins sûr de ses « convictions ».

Je laisse cette question à votre sagacité : avez-vous déjà entendu Bruno Le Maire s'opposer à quelque idée d'impôt que ce soit depuis qu'il est ministre ?

Autant dire qu'il faudra compter sans lui pour supprimer ces taxes qui empêchent nombre de contribuables d'être maîtres chez eux.

En sept ans d'existence, cette taxe indexée sur l'indice du coût à la construction a augmenté de 14%. Elle frappe tout aménagement « toutes les surfaces closes et couvertes supérieures à 5 m<sup>2</sup> et d'une hauteur supérieure à 1m80 aménagées à l'extérieur de sa résidence comme un abri, un garage ou une seconde maison individuelle », comme le rappelle Les Echos.

Monsieur le ministre de l'Economie et des Finances, si ces lignes remontent jusqu'à vous, que pensez-vous d'une extension de la taxe « cabane à jardin » selon les modalités proposées par Philippe Béchade ?

LREM : bilan du brainstorming à l'issue du Grand débat

Stanislas Guerini est député et délégué général de LREM. Il fait partie de la mouvance « strauss-khanienne » du mouvement, c'est-à-dire celle censée être la plus libérale. Voyez donc

Voilà qui lui fait un point commun avec Laurent Wauquiez Peut-être faudrait-il penser à une rencontre entre les deux chefs de partis dans la perspective d'une fusion ?

Je ne doute pas que le président des Républicains saurait trouver toute sa place au sein de cette nouvelle équipe d'une jeunesse rafraîchissante :

Vingt jours avant son intronisation en tant que secrétaire d'État chargée des Affaires européennes, voici comment sa collègue députée Amélie de Montchalin expliquait la philosophie de l'impôt chez LREM :

Bref, dans le parti présidentiel, quel que soit le problème, on « préfère » d'abord « taxer ». Réduire les dépenses publiques ne semble jamais effleurer ces grands esprits.

L'horizon de la pensée de ces politiciens s'arrête à cette formule booléenne basique qu'a formalisée Daniel Toure :

Bref, pour considérer qu'Emmanuel Macron et son gouvernement mènent une politique « ultra-libérale », il faut vraiment avoir le nez dans le guidon

Ce qui nous amène chez La France Insoumise.

Extrême-gauche : quand l'Hôpital se fout de la Charité

Alors que le « Grand débat » a permis à des centristes de révéler les étatistes qu'ils sont, l'extrême-gauche mélenchonienne a quant à elle essayé de se faire passer pour libérale.

Manon Aubry n'a pas de lien de parenté avec Martine, mais elle aussi a le coeur à gauche puisque cette ancienne porte-parole d'Oxfam France sur les questions de lutte contre l'évasion fiscale et les inégalités a rejoint LFI en 2018 pour en devenir la tête de liste aux élections européennes.

Voici le genre de propos manipulateurs qu'est capable de tenir cette jeune femme :

Il faut néanmoins lui reconnaître un certain talent, comme le relève Daniel Toure :

Gérald Darmanin prétend avoir déjà baissé les impôts

On ne sait donc pas combien il existe d'impôts en France mais, pour le ministre de l'Action et des Comptes publics, une chose est sûre et certaine : depuis qu'il s'occupe de nous, le niveau de la fiscalité a baissé.

Si vous avez apprécié le « sentiment » de soulagement que vous a procuré cette baisse, réjouissez-vous, car ça va continuer !

24 samedis de manifestation pour qu'Edouard Philippe quitte son bonnet d'âne

Le résident de Matignon semble quant à lui avoir commencé à prendre ses pilules contre le déni de réalité.

Après avoir diagnostiqué le 13 février au micro de LCI que « c'est très difficile de dire où il faut baisser les dépenses parce que c'est très difficile », Edouard Philippe a eu une révélation le 6 mars au micro de BFM TV :

Mieux vaut tard que jamais, comme le relève le parti politique Objectif France

Quelques jours plus tard, alors qu'il débriefait le « Grand débat », le Premier ministre progressait encore en clairvoyance et faisait les déclarations suivantes :

Edouard Philippe n'a pas précisé si par « les Français », il fallait comprendre Laurent Wauquiez inclus ou exclu.

Va-t-on enfin assister à une réduction de la dépense publique française, comme le laisse augurer le Premier ministre ? On ne peut que le souhaiter, mais il y a des raisons d'en douter.

Voici par exemple le commentaire d'Éric Verhaeghe dans Le Courrier des Stratèges :

« Le discours était prononcé par Edouard Philippe, et non par Emmanuel Macron, et il ne comportait aucune annonce précise. Tout peut encore se produire, comme un changement de pied de dernière minute de la part du président. Après tout, ce ne serait pas la première fois que, sous couvert de réduire les impôts ou la dépense publique, Macron ferait exactement l'inverse. Il faudra donc suivre avec précision les mesures proposées dans les semaines à venir. »

L'avocate Virginie Pradel est pessimiste :

Notre ministre de l'Economie et des Finances, maintenant informé de la position de l'exécutif, s'est finalement risqué à exprimer une timide préférence :

S'il est permis de douter de tout renversement de table par l'équipe exécutive en place, le camp du bien version show business n'a cependant pas tardé à se manifester devant la menace du retour aux heures les plus sombres de l'histoire économique de la France, avec une éventuelle remise en cause de la fameuse « exception culturelle française » au travers de la prochaine loi audiovisuelle

Si vous vous sentez d'humeur sacrificielle, n'hésitez pas à épauler Daniel Tourre !

---

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit